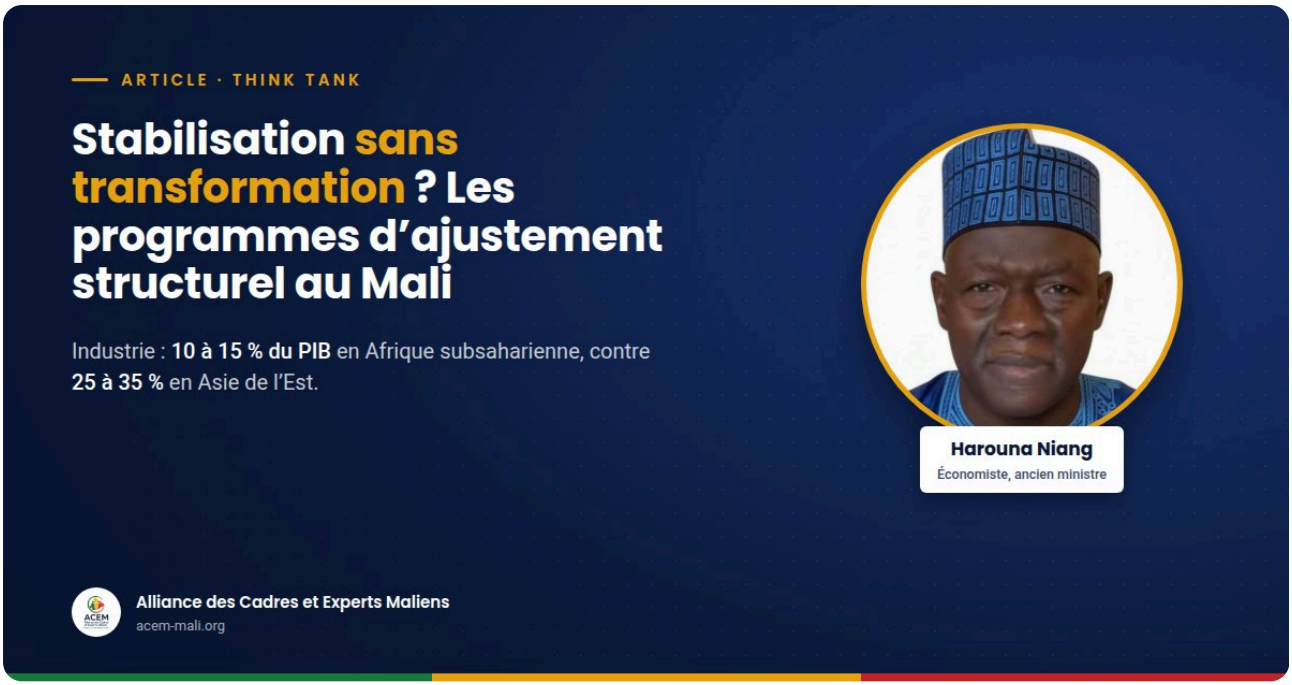

THINK TANK · FINANCE

Octobre 2026

Stabilisation sans transformation ? Réévaluation des programmes d'ajustement structurel au Mali et en Afrique



Harouna Niang
Économiste, ancien ministre malien

Les programmes d'ajustement structurel ont stabilisé l'économie malienne sans la transformer. Harouna Niang en tire une leçon : sans politique industrielle, la stabilité ne suffit pas.

Résumé

Les programmes d'ajustement structurel (PAS), mis en œuvre en Afrique subsaharienne à partir des années 1980 sous l'égide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, visaient principalement à rétablir les équilibres macroéconomiques. S'ils ont permis, dans certains cas, une stabilisation économique, leur impact sur la transformation structurelle des économies africaines reste controversé. À partir du cas du Mali, cet article soutient que les PAS ont contribué à une stabilisation

partielle sans transformation productive durable, en raison notamment d'un désengagement rapide de l'État producteur, d'une absence de politique industrielle cohérente et d'une sous-estimation des coûts sociaux. Une comparaison avec les trajectoires asiatiques met en évidence le rôle déterminant de l'État dans les processus d'industrialisation.

1. Introduction

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, de nombreux pays africains, dont le Mali, font face à une crise économique profonde marquée par des déséquilibres macroéconomiques, une détérioration des termes de l'échange et un endettement croissant. Dans ce contexte, les institutions de Bretton Woods ont proposé des programmes d'ajustement structurel visant à corriger ces déséquilibres par une série de réformes économiques libérales.

Plus de trois décennies après leur mise en œuvre, la question de leur efficacité reste posée. Si les PAS ont permis une certaine stabilisation, ont-ils favorisé une transformation structurelle durable des économies africaines ?

2. Contexte et objectifs des programmes d'ajustement

Les PAS reposaient sur un ensemble de mesures standardisées :

- stabilisation macroéconomique (réduction des déficits, contrôle de l'inflation)
- libéralisation des prix et du commerce
- privatisation ou liquidation des entreprises publiques
- réduction du rôle économique de l'État

Au Mali, ces réformes se sont traduites, à partir de 1988, par un programme de restructuration du secteur public productif, fondé sur un diagnostic classant les entreprises en trois catégories : à liquider, à privatiser et à restructurer (Banque mondiale, 1990 ; 1994).

3. Résultats macroéconomiques : une stabilisation partielle

Les données disponibles montrent que les PAS ont contribué à améliorer certains indicateurs macroéconomiques.

Au Mali :

- la croissance du PIB réel, estimée autour de 3 % en moyenne dans les années 1980, s'est améliorée dans certaines périodes post-réforme
- l'inflation a été maîtrisée
- les déficits budgétaires ont été réduits

Ces résultats sont confirmés par les analyses du FMI, qui soulignent une amélioration de la discipline macroéconomique dans plusieurs pays africains (IMF, 2002).

Cependant, cette stabilisation reste fragile et dépendante de facteurs exogènes, notamment les conditions climatiques et les prix des matières premières.

4. Limites structurelles : désindustrialisation et fragmentation productive

Malgré ces avancées, les PAS n'ont pas permis une transformation structurelle significative.

4.1 Désengagement de l'État et affaiblissement du tissu industriel

Au Mali, la mise en œuvre des réformes a conduit à :

- la liquidation ou privatisation de nombreuses entreprises publiques
- la disparition d'activités industrielles embryonnaires (agro-industrie, cuir, électronique)

Or, ces entreprises constituaient les premiers maillons d'un système productif national.

4.2 Absence de substitution par le secteur privé

Le retrait de l'État n'a pas été compensé par l'émergence d'un secteur privé industriel suffisamment structuré.

En conséquence :

- la part de l'industrie dans le PIB reste faible (**environ 10 à 15 %**)
- l'économie demeure dominée par les matières premières

Ces constats rejoignent ceux de la littérature empirique, qui met en évidence la faible industrialisation de l'Afrique subsaharienne malgré les réformes (Rodrik, 2016).

5. Coûts sociaux et limites des politiques uniformes

Les PAS ont également engendré des coûts sociaux importants :

- licenciements massifs
- réduction des dépenses sociales
- montée du secteur informel

Plusieurs études montrent que, dans certains pays africains, les réformes ont été associées à une augmentation de la pauvreté à court terme (Cornia et al., 1987 ; Mkandawire & Soludo, 1999).

Ces effets s'expliquent en partie par l'application de politiques standardisées, souvent peu adaptées aux contextes locaux.

6. Comparaison internationale : Afrique et Asie

La comparaison avec l'Asie de l'Est met en évidence des trajectoires divergentes.

Afrique subsaharienne

- croissance modérée **(3–5 %)**
- faible industrialisation **(10–15 % du PIB)**
- dépendance aux matières premières

Asie de l'Est

- croissance soutenue **(7–10 % sur plusieurs décennies)**
- industrialisation rapide **(25–35 % du PIB)**
- intégration dans les chaînes de valeur mondiales

Cette divergence s'explique en grande partie par le rôle de l'État.

Comme le souligne Chang (2002), les pays asiatiques ont mis en œuvre des politiques industrielles actives, combinant protection, soutien financier et orientation stratégique.

À l'inverse, les PAS ont encouragé en Afrique une réduction rapide du rôle de l'État, sans stratégie industrielle alternative.

7. Le rôle des institutions internationales : une évaluation critique

Les institutions de Bretton Woods ont joué un rôle central dans la définition et la mise en œuvre des PAS.

À travers les conditionnalités, elles ont promu un modèle fondé sur :

- la libéralisation
- la privatisation
- la discipline budgétaire

Si ces orientations ont permis de corriger certains déséquilibres, elles ont été critiquées pour :

- leur caractère uniforme
- leur insuffisante prise en compte des réalités locales
- leur faible attention aux enjeux de transformation productive

Le rapport Berg (1981) constitue une référence clé de cette approche, centrée sur les mécanismes de marché.

8. Responsabilité des États africains

Il convient toutefois de souligner que les États africains portent également une part de responsabilité.

Les limites observées tiennent aussi à :

- l'absence de vision stratégique de long terme
- la faiblesse des institutions
- la discontinuité des politiques publiques

Par ailleurs, des initiatives africaines alternatives, comme le Plan d'action de Lagos (1980), qui mettait l'accent sur l'industrialisation et l'autonomie économique, n'ont pas été pleinement mises en œuvre.

9. Discussion : stabilisation versus transformation

L'expérience des PAS met en évidence une distinction fondamentale :

> *La stabilisation macroéconomique est une condition nécessaire, mais non suffisante, du développement.*

La transformation économique requiert :

- une politique industrielle active
- un investissement dans le capital humain
- une intégration des territoires dans les chaînes de valeur
- un rôle stratégique de l'État

10. Conclusion

Les programmes d'ajustement structurel ont contribué à stabiliser les économies africaines, mais ils n'ont pas permis leur transformation structurelle.

Le cas du Mali illustre cette dynamique :

- stabilisation macroéconomique partielle
- transformation productive limitée

La principale leçon à tirer est que le développement ne peut être réduit à des équilibres macroéconomiques.

Il nécessite une stratégie cohérente de transformation économique, combinant marché et intervention publique.

Références

- Banque mondiale (1990, 1994). Mali – Structural Adjustment and Public Enterprise Reform Reports
- IMF (2002). Mali: Selected Issues and Statistical Appendix
- Cornia, G. A., Jolly, R., & Stewart, F. (1987). Adjustment with a Human Face
- Mkandawire, T., & Soludo, C. (1999). Our Continent, Our Future
- Chang, H.-J. (2002). Kicking Away the Ladder
- Rodrik, D. (2016). Premature Deindustrialization
- Berg, E. (1981). Accelerated Development in Sub-Saharan Africa

Alliance des Cadres et Experts Maliens — Think Tank

acem-mali.org · contact-info@acem-mali.org